

APPEL A LA JEUNESSE DU MONDE

Ces trois derniers mois, les étudiants largement appuyés par tout le peuple mexicain, ont soutenu un combat difficile pour l'établissement des véritables libertés démocratiques.

Cette lutte estudiantine sans précédent dans les cinquante dernières années au Mexique, a provoqué l'étonnement des milieux internationaux, car le gouvernement mexicain — par une campagne de propagande commencée depuis longtemps — avait créé une image qui présentait notre pays comme un modèle de stabilité politique, d'indépendance économique et de respect total de la démocratie. Cette fausse idée de notre pays a causé un grand dommage à notre peuple car le gouvernement l'a utilisée pour essayer d'étouffer les luttes populaires.

Le développement industriel et financier s'est réalisé fondamentalement grâce aux investissements du capital international et surtout américain. La politique du gouvernement mexicain tend à permettre aux compagnies américaines d'obtenir les plus grands bénéfices possibles. De plus le peuple mexicain doit payer par les impôts le déficit des entreprises d'Etat et les intérêts élevés des prêts internationaux qui les financent.

Des millions de paysans qui constituent la plus grande partie de la population doivent travailler pour un salaire misérable ; un grand nombre d'entre eux doivent louer leur terre faute de moyens pour l'exploiter.

L'enseignement et en particulier l'enseignement supérieur ignore totalement les problèmes et nécessités du peuple et sert surtout à former de futurs cadres qui aideront le gouvernement à maintenir cette situation injuste.

L'analphabétisme, l'insalubrité, la carence de logement et la mauvaise alimentation prennent des proportions alarmantes : il y a quinze millions d'analphabètes.

Les ouvriers, employés et paysans payent des cotisations et des impôts élevés pour une sécurité sociale coûteuse, et qui n'atteint que 15 % de la population.

Le régime a presque totalement supprimé les libertés démocratiques, il a assassiné des leaders populaires, des ouvriers, des paysans, des étudiants, torturé et jeté en prison un grand nombre de citoyens ; bien sûr, rien de cela ne se sait à l'étranger.

Le mouvement estudiantin et populaire actuel a commencé en réponse à la répression policière exercée contre deux groupes d'étudiants. Il est fondamentalement une manifestation de protestation contre les conditions inacceptables dans lesquelles vit notre peuple. Ce mouvement a reçu l'appui complet des citoyens : il exprime les plus profondes aspirations populaires.

Dès le début nous avons demandé au gouvernement de satisfaire les six points de la pétition présentée par le Conseil National de Grève, unique organisme représentatif des 200 000 étudiants en grève.

Notre attitude nous a permis de gagner de plus en plus l'appui de l'opinion publique.

C'est le gouvernement qui a été intransigeant. Dans son allocution annuelle du premier septembre, Diaz Ordaz a refusé d'accéder à nos demandes et a menacé de durcir la répression.

Devant de telles menaces, le Conseil National de grève aurait dû renoncer à poursuivre la lutte si

de larges secteurs de la population ne l'avaient appuyé : partout se créèrent des Conseils, dans les usines, dans la banlieue et dans les campagnes.

Nous sûmes à quoi nous en tenir quand 10 000 soldats s'emparèrent de l'Université et arrêterent les 1 500 étudiants, professeurs et pères de famille qui s'y trouvaient.

Les meetings et manifestations étaient dispersés par la police et l'armée ; le nombre d'étudiants tués augmentait tous les jours.

Cependant, le 2 octobre tout le monde était rassuré car l'armée avait dégagé l'Université et le dialogue s'était amorcé avec deux représentants du Président. Un grand meeting fut prévu à Tlatelolco avec la permission des autorités. C'est alors que le gouvernement commit un acte criminel qui ne peut être comparé qu'aux assassinats nazis pendant la dernière guerre. Il envoya 5 000 soldats et 5 000 policiers en civil appuyés par des tanks et autres véhicules de l'armée pour tirer dans le tas sans chercher à savoir s'il s'agissait d'enfants, de femmes ou de vieillards.

Ce jour-là, le 2 octobre de l'Année de la Paix, qui est pour les Mexicains l'Année de la Mort et de la Répression, il y a eu des centaines de morts, des centaines de blessés et des milliers de gens emprisonnés.

Plus de trente membres du Conseil National de Grève ont été arrêtés et soumis aux pires tortures physiques et morales imaginables pour leur faire avouer des délits qu'ils n'avaient pas commis, et tenter ainsi de justifier la répression.

PAR CETTE ACTION SAUVAGE, LE GOUVERNEMENT A CONTRACTE UNE DETTE DE SANG VIS-A-VIS DU PEUPLE MEXICAIN, UNE DETTE QUE LES ETUDIANTS CONSCIENTS N'OUBLIERONT JAMAIS ET QUI DEVRA ETRE PAYEE UN JOUR.

Les actions répressives du gouvernement ont montré au peuple qui sont ses ennemis. Le gouvernement n'est qu'une bande de gangsters chargés de défendre les intérêts de ceux qui exploitent notre pays et qu'il est essentiellement antidémocratique et oppressif.

Nous, les étudiants mexicains, nous avons plus appris ces trois derniers mois qu'en trois ans d'études à l'université. Nous avons appris que nos intérêts personnels passent après l'intérêt général, les désirs de justice et de liberté exprimés par les ouvriers, les paysans et toute la nation.

Grâce à l'autonomie universitaire, nous avons pu reprendre le flambeau de la lutte pour les revendications populaires et notre mouvement donne au peuple la possibilité de continuer à réclamer la libération définitive de notre pays et l'établissement d'un gouvernement démocratique et populaire, ou bien le gouvernement devra établir un régime militaire.

Nous croyons que grâce à la solidarité internationale de la jeunesse qui s'est déjà manifestée de différentes manières, et à l'unité de notre peuple, nous obtiendrons une solution démocratique du conflit.

Nous considérons que s'il n'en est pas ainsi le peuple mexicain saura de toute façon et quelqu'en soit le prix, faire de la liberté, de la démocratie et de la justice, une REALITE.

Fraternellement,

CONSEIL NATIONAL DE GREVE
Mexico, 24 octobre 1968.



Imprimerie Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris (2^e).

MEXICO - PARIS,

UN MÊME COMBAT

Derrière la façade de la démocratie bourgeoise, le pouvoir capitaliste montre son vrai visage, celui de la violence et de l'arbitraire.

Le 4 novembre le gouvernement mexicain prétend organiser la rentrée universitaire, alors que des centaines d'étudiants, professeurs, travailleurs sont toujours dans les prisons et camps militaires de DIAZ ORDAZ.

Mais le peuple connaît ses ennemis, les étudiants et la population ont combattu ensemble, et combattront jusqu'à la victoire.

A l'appel du CONSEIL NATIONAL de GREVE des Etudiants mexicains, le S.N.E.-Sup, l'U.N.E.F., les C.A.L. organisent, avec la participation des COMITES d'ACTION et des ETATS GENERAUX du CINEMA, un

MEETING de SOUTIEN aux LUTTES POPULAIRES du MEXIQUE

SALLE DE LA MUTUALITÉ

le mardi 5 novembre 1968

à 19 h.

- Informations, présentation de documents sur les luttes au Mexique, avec la participation de camarades mexicains.
- Débats sur les thèmes suivants :
 - la démocratie bourgeoise ;
 - le mouvement étudiant...
 - les formes de la lutte populaire au Mexique...
 - le rôle des luttes au Mexique dans le cadre du combat anti-impérialiste...